

Le conflit libyen ou la mêlée généralisée

Par Shainez Slama, 27/01/2020.

À l'instar des sommets précédents, le sommet de Berlin réunissant les membres du conseil de sécurité, l'Égypte, l'Algérie, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Union Européenne, l'Union Africaine et la Ligue Arabe s'est achevé par une absence de résultats concrets comme l'illustre la déclaration commune prônant « le cessez-le-feu permanent (...) et à s'abstenir de toute ingérence dans le conflit armé »¹.

Un précédent sommet chapeauté par Moscou et Ankara avait réuni les principaux protagonistes libyens. L'ANL était représentée par Khalifa Haftar et Aguila Salah, président du parlement libyen de Tobrouk. Et le Gouvernement d'Accord National (GNA) par Fayez Al Sarraj chef du gouvernement reconnu et Khaled al Mechri, président du Conseil d'État à Tripoli. Seul un cessez-le-feu sur Tripoli a été obtenu puisque le général Haftar a refusé de signer le projet de cessez-le-feu qui l'obligerait à stopper son offensive sur la capitale, condition *sine qua none* de l'avancement politique selon son porte-parole, Ahmad al-Mesmari. Dans cette perspective, il n'envisage pas d'autres moyens que la voie militaire désignée comme « la meilleure solution pour restaurer la sécurité et rétablir la loi »².

Dès lors se mesure la difficulté d'établir une solution durable d'une Libye divisée en deux gouvernements concurrents. En effet, depuis la fin du régime de Mouamar Khadafi en 2011, le pays est plongé dans un véritable chaos (3 guerres civiles, 30000 morts depuis 2011³) sans qu'aucune des forces en présence ne soit parvenue à contrôler le territoire dans sa totalité. D'autant plus que les ingérences étrangères complexifient le conflit. En effet, dépassant le cadre national, il s'extériorise au gré des soutiens apportés ainsi que des enjeux géopolitiques qui en découlent. Par ailleurs, le peu d'avancées territoriales rendent l'apport de ces acteurs plus important puisque c'est à travers eux que se dessine le jeu libyen créant un mille-feuille où s'enchevêtrent national, régional et international. Même si tous sont conscients de la nécessité de mettre un terme au chaos, aucun des acteurs étrangers ne semblent être réellement prêt à stopper ses immixtions, ayant chacun à un agenda stratégique à défendre. Par exemple, lors du sommet de Berlin, des acteurs impliqués dans ce conflit ont exprimé leur souhait de mettre un terme aux ingérences étrangères sans pour autant affirmer se retirer du conflit. Dans cette perspective, se dessine la grille de lecture du conflit : d'un côté les partisans de Khalifa Haftar et de l'autre, ceux de Fayez Al Sarraj. Si, au niveau international, l'impartialité domine les positions officielles, à l'échelle régionale, les ingérences se font moins discrètes et plus violentes depuis l'offensive vers Tripoli du Général Haftar.

Dans cette brève note, il sera question d'analyser les soutiens étrangers dont bénéficient Khalfia Haftar et Fayez Al Sarraj et les intérêts qui les conduisent à mener une telle politique étrangère.

¹Bobin, Frédéric, A Berlin, un appel fragile de la communauté internationale pour relancer la Libye, in Le Monde, 20/01/20, consulté le 20/01/20, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/20/a-berlin-la-communaute-internationale-presente-un-front-fragile-face-a-la-crise-en-libye_6026531_3212.html

²Libye : les forces pro- Haftar rejettent 'appel au dialogue de l'ONU, in l'OBS, le 07/09/19, consulté le 17/01/20, <https://www.nouvelobs.com/monde/20190907.AFP4075/libye-les-forces-pro-haftar-rejettent-l-appel-au-dialogue-de-l-onu.html>

³SÉMON, Adrien, En Libye, un pas chancelant vers la paix, in NEMROD, Janvier 2020, consulté le 16/01/20, <https://nemrod-ecds.com/?p=4484>

Deux hommes pour une Libye

À l'est du pays, se situe le gouvernement de Tobrouk dont l'autoproclamée Armée Nationale Libyenne est le bras armé. Composée d'environ 25000 hommes (milices armées, des groupes tribaux et les restes de l'armée de Khadafi)⁴, l'ANL revendique la reprise de Benghazi, de Syrte, contrôle le croissant pétrolier et une grande partie du territoire dont la Cyrénaïque. Elle est conduite par Khalifa Haftar, ancien allié du colonel Khadafi et chef de corps de l'armée libyenne au Tchad. Exilé depuis la fin des années 80, l'Homme *fort de l'Est* a appelé le 4 avril dernier, à prendre le contrôle de la capitale afin de « purger l'ouest libyen des terroristes et des mercenaires »⁵. Dix mois après le début de l'offensive, le bilan est lourd : 900 frappes aériennes tirées, environ 1000 morts et 120000 déplacés⁶ tandis que la ville reste détenue par le GNA.

Le gouvernement d'accord national (GNA) est créé en décembre 2015 pour mettre un terme à la seconde guerre civile (2014). Il est dirigé par Fayeze Al Sarraj. Ancien architecte, homme d'affaires il a été nommé par la communauté internationale comme premier ministre et Président du Conseil. Exilé à Tunis puis basé à Tripoli et ne contrôlant qu'une minime partie du territoire, dont Misrata et Zaouia, il dispose d'environ 22000 hommes, à majorité des milices.

Les pro Haftar : le « Général », candidat crédible ?

Des partisans régionaux importants mais peu décisifs

Depuis 2014 et l'opération ratée *Dignité*, l'assistance (formation et équipements dont les drones chinois Wing Loong) provient des Émirats Arabes Unis (EAU), de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte et de la Jordanie, Haftar leur apparaissant comme le seul en mesure de stabiliser le pays. La lutte contre les groupes islamistes (dont les Frères Musulmans) alliés du GNA, la préférence du militarisme, l'envoi de *militaires* par la Turquie et les 1100km de frontières terrestres égyptiennes avec la Libye expliquent ce soutien.

Il jouit aussi du soutien de milices. S'il s'affiche comme un bouclier face à la menace islamiste, la milice assurant sa sécurité s'avère être les madkhalistes, jugés salafistes⁷. La cause : la loyauté de ce groupe à Riyad et Abu Dhabi, ces derniers étant les principaux soutiens d'Haftar. Se coalisent à ce groupe, les milices islamistes Subu al Salam et Al Wadi⁸ ainsi que 3000 miliciens

⁴Pack, Jason, Kingdom of militias : Libya's second war of post Qadhafi succession, Italian Institute For International Political Studies, Mai 2019, consulté le 17/01/20,

https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi_analysis_libya_pack_may_2019_0.pdf

⁵En Libye, le maréchal Haftar ordonne à ses troupes « d'avancer et d'entrer » dans Tripoli, in France24, le 4/04/19, consulté le 15/01/20,

<https://www.france24.com/fr/20190404-libye-forces-haftar-offensive-ouest-al-sarraj-onu-guterres>

⁶Sabbagh Dan, Burke, Jason, McKernan Bethan, "Libya is ground zero" : drones on frontline in bloody civil war,

<https://www.theguardian.com/news/2019/nov/27/libya-is-ground-zero-drones-on-frontline-in-bloody-civil-war>

⁷El Gamaty, Guma, Militias and mercenaries : Haftar's army in Libya, in Middle East Eye, 7/11/19, consulté le 16/01/20,

<https://www.middleeasteye.net/opinion/militias-and-mercenaries-haftars-army-libya>

⁸The key militias who fight alongside Haftar in Libya, in TRTWorld, 27/12/19, consulté le 17/01/20,

<https://www.trtworld.com/africa/the-key-militias-who-fight-alongside-haftar-in-libya-32530>

soudanais du Darfour (dont des membres de l'Armée de Libération du Soudan) et tchadiennes (le Rassemblement des forces pour le changement)⁹.

Des soutiens internationaux discrets

Même si rien n'est officiel, le Général recevrait le soutien de Moscou. Trois éléments tendent à l'illustrer. L'usage du veto russe lors du vote de la résolution de l'ONU visant Haftar à stopper son offensive en direction de Tripoli. Ensuite, depuis 2017, la présence dans les zones contrôlées par Haftar, de la société d'état pétrolière Rosneft suite à l'accord avec la National Oil Company (NOC)¹⁰. Enfin, la société de sécurité privée russe Wagner, proche du pouvoir, aurait procédé à l'envoi d'environ 1400 mercenaires¹¹.

Si le pays n'est pas si engagé dans le dossier libyen, Washington a bloqué, conjointement avec Moscou, le vote visant à stopper l'offensive du Général en direction de Tripoli et considère Haftar comme un élément important dans sa lutte contre le terrorisme et la sécurisation des ressources pétrolières en Libye¹². Quant à la France, des éléments laissent penser qu'elle soutiendrait Haftar : à Benghazi, la mort de trois agents de la DGSE « en service commandé » en Juillet 2016¹³ ainsi que la présence de missiles Javelin français dans la base de l'ANL, à Gharian (80km de Tripoli). Si Paris dément et affirme vouloir le règlement du conflit, elle avoue avoir fourni des informations au Général dans sa lutte contre le terrorisme¹⁴. Par ailleurs, depuis 1954 ans, la compagnie française Total est en Libye. Elle a racheté 16,3% (soit 6) des concessions libyennes de la compagnie américaine Marathon Oil, localisées à Waha¹⁵ (zone contrôlée par l'ANL). L'aspect économique tend à éclairer sur le potentiel soutien français à Haftar auquel se lie l'aspect sécuritaire par la présence des forces françaises au Sahel combattant le terrorisme.

Les forces pro Favez Al Sarraj Le duo Qatar-Turquie

Il bénéficie du soutien symbolique, par sa reconnaissance, de la communauté internationale. Outre les mercenaires tchadiens et soudanais présents sur le sol libyen au côté du GNA, Il compte parmi ses partisans le Qatar et la Turquie pour des causes idéologiques et économiques. La Turquie a, dès 2011, apportée son soutien à la création du *Parti de la justice et du développement* des Frères Musulmans, basés à Misrata dont les milices sont fidèles au GNA. De plus, face à lui, Haftar est soutenu par les adversaires d'Ankara, à savoir les pétro-monarchies du Golfe et le

9SÉMON, Adrien, En Libye, un pas chancelant vers la paix, in NEMROD, Janvier 2020, consulté le 16/01/20, <https://nemrod-ecds.com/?p=4484>

10Fages, Claire, Le géant russe du Pétrole prend pied en Libye, in Rfi, le 22/02/17, consulté le 16/01/20, <http://www.rfi.fr/fr/emission/20170223-le-geant-russe-petrole-rosneft-prend-pied-libye>

11Lachkar, Michel, Libye : la "valse" entre la Russie et la Turquie expliquée par le chercheur Jalal Harchaoui, in FranceInfo, 08/01/20, consulté le 17/01/20, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/libye-la-valse-entre-la-russie-et-la-turquie-expliquee-par-le-chercheur-jalal-harchaoui_3776053.html

12Wintour, Patrick, Libya : EU officials hope Trump will put support to Haftar, in The Guardian, le 23/4/19, consulté le 17/1/20, <https://www.theguardian.com/world/2019/apr/23/libya-eu-officials-hoping-donald-trump-pull-support-warlord>

13Bensimon Cyril, Bobin Frédéric, Zerrouky Madjid, Trois membres de la DGSE morts en Libye, le gouvernement libyen proteste, in *Le Monde*, 20/07/2016, consulté le 15/01/2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2016/07/20/trois-militaires-francais-tues-en-libye_4972142_3210.html

14AFP, Des missiles de l'armée française découverts sur une base pro-Haftar, près de Tripoli, in *Le Point*, le 10/07/19, consulté le 16/01/20, https://www.lepoint.fr/monde/libye-des-missiles-decouverts-sur-une-base-pro-haftar-appartiennent-a-paris-10-07-2019-2323783_24.php

15Libya : Agreement between NOC and Total endorsing the group's entry into the Waha concessions, Total, 10/12/19, consulté le 17/1/20 <https://www.total.com/en/media/news/press-releases/libya-agreement-between-noc-and-total-endorsing-groups-entry-waha-concessions>

maréchal Al Sissi. Le soutien de la Turquie répond aussi à la préservation de ses intérêts économiques libyens dans le domaine du BTP, voire « anticiperait des futurs contrats »¹⁶.

Par son soutien, Ankara aurait violé l'embargo onusien en laissant des libyens présents sur son territoire acheminer des armes destinées au GNA entre 2014 et 2017 et en lui vendant des « drones (...) qui auraient joué un rôle important dans la défense de Tripoli »¹⁷, à savoir quatre Bayraktar TB2 et Ankara aurait aussi procédé à l'envoi de spécialistes pour les piloter¹⁸.

Cela répond au renforcement du soutien des alliés d'Haftar, violant aussi, l'embargo onusien. Comme un jeu de miroir, Ankara décide donc de répondre. En janvier 2018, la Grèce a saisi un navire acheminant des explosifs. Supposé se rendre à Oman il a dévié de sa trajectoire initiale, se dirigeant vers Misrata¹⁹.

La signature des deux mémorandums le 27 novembre dernier annonce une alliance solide et durable entre Ankara et Tripoli. Le premier accord concerne la reconnaissance réciproque et la délimitation des zones économiques exclusives libyennes et turques. Selon l'AFP, il permettrait un accroissement de 30% de l'étendu du plateau continental turc, faisant d'Ankara un acteur majeur dans cette région en matière de gaz et d'accéder à des zones revendiquées par ces voisins chypriotes et grecs tout en outrepassant le droit maritime international. Le second volet porte sur les domaines militaire et sécuritaire. Il prévoit le déploiement de troupes en Libye dans le but de « renforcer les liens entre les deux armées » face au « putschiste d'Haftar »²⁰. De plus, « 1500 à 2000 mercenaires syriens » auraient été envoyés par Ankara, contre l'obtention de la nationalité turque et moyennant un salaire d'environ 1800 euros mensuel²¹.

À l'instar de la communauté internationale, l'Italie reconnaît Fayez Al Sarraj et le GNA comme étant l'unique autorité du pays. Cette approbation est compréhensible puisque c'est à Melittah (sous contrôle du GNA) que se trouve les puits pétroliers exploités par ENI, présente depuis 1959. Il s'agit donc pour Rome d'assurer la pérennité de ses intérêts économiques. Le pays importait, sous le régime de Khadafi, 32% du pétrole libyen. Mais après 2011, la compagnie a été contrainte de stopper un certain temps sa production de pétrole²². Son soutien à Sarraj pourrait aussi se lire dans le cadre d'une rivalité franco-italienne concernant la présence des compagnies ENI et Total en Libye, chacun protégeant ses intérêts. Enfin des mercenaires tchadiens et soudanais sont présents sur le sol libyen au côté du GNA.

16Roche, Simon, Nouvel accord en la Libye du gouvernement de Sarraj et la Turquie, in NEMROD, le 11/19, consulté le 16/01/20, <https://nemrod-ecds.com/?p=4334>

17Roche, Simon, Nouvel accord en la Libye du gouvernement de Sarraj et la Turquie, in NEMROD, le 11/19, consulté le 16/01/20, <https://nemrod-ecds.com/?p=4334>

18Delalande, Arnaud, La guerre par procuration entre les EAU et la Turquie se joue dans le ciel libyen, in Middle East Eye, le 28/8/19, <https://www.middleeasteye.net/fr/en-bref/la-guerre-par-procuration-entre-les-eau-et-la-turquie-se-joue-dans-le-ciel-libyen>

19Chémali, Alain, Libye : Erdogan accusé de saboter le plan de l'ONU en soutenant des djihadistes, in FranceInfo, le 13/02/18, consulté le 16/01/20, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/libye-erdogan-accuse-de-saboter-le-plan-de-lonu-en-soutenant-les-djihadistes_3054043.html

20Wintour, Patrick, Libya peace talks to go ahead in Berlin despite ceasefire setback, in The Guardian, le 14/01/20, consulté le 15/01/20, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/14/libyan-warlord-haftar-leaves-moscow-without-signing-ceasefire-deal>

21Libye : 2000 dollars par mois et nationalité turque pour les syriens, in FranceInfo, le 15/01/20, consulté le 16/01/20, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/libye-2-000-dollars-par-mois-et-nationalite-turque-pour-les-mercenaires-syriens_3785861.html

22Durand de Sanctis, Julien, Bras de fer géopolitique entre la France et l'Italie en Libye, in Middle East Eye, le 4 /03/19, consulté le 16/01/20. <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/bras-de-fer-geopolitique-entre-la-france-et-litalie-en-libye>

L'émissaire de l'ONU en charge du dossier libyen, Ghassan Salamé, ne cesse dénoncer les diverses ingérences étrangères entravant les prémices d'un potentiel dialogue inter-libyen et donc d'une fin à ce chaos ambiant. « Restez hors de Libye ! Le pays souffre de toutes ces interventions étrangères. (...) Toutes ces interventions étrangères rendent les choses vraiment difficiles »²³. Le soutien dont bénéficie chacun des deux protagonistes en Libye est une des causes du chaos actuel et le renforce. Ce jeu de miroir où chacun arme son candidat entraîne une amplification de la militarisation du conflit rendant vaine toute tentative de pacification voire de cessez-le-feu temporaire. La Libye est aujourd'hui confrontée à une mêlée généralisée dominée par des jeux d'alliances en vue de préserver voire d'augmenter les intérêts stratégiques de tous ceux impliqués.

Ainsi, depuis 2011, la Libye de Khadafi n'est plus. État failli où règne une vacuité sécuritaire propice à l'émergence des menaces djihadistes, la communauté internationale peine à trouver une solution. Si Ghassan Salamé prône la mise en place du dialogue inter-libyen, il rencontre des difficultés pour se faire entendre. Pourtant n'est-ce pas là le début de la solution : la prise en compte de la complexe réalité sociale libyenne où les caractères tribaux et ethniques fondent le socle du système et des identités nationales. Reconstruire la Libye, c'est prendre en compte et intégrer les dynamiques locales et régionales dans le dessein de les unifier par un projet national dont la base serait l'existence d'une société civile.

²³Libye : Devant l'ONU, Ghassan Salamé dénonce toujours les ingérences étrangères, in Rfi, le 07/01/20, consulté le 18/01/20, <http://www.rfi.fr/afrique/20200107-libye-ghassan-salame-denonce-ingerences-etrangeres-sassou-nguesso>